

**NUMERO DE REGISTRE: 369**

**NOTIFICATION DE CONTRÔLE PREALABLE**

Date de soumission : 22/05/2008

Numéro de dossier : 2008-323

Institution : Banque européenne d'investissement

Base légale : article 27-5 du Règlement CE 45/2001<sup>(1)</sup>

(1) OJ L 8, 12.01.2001

**INFORMATIONS NECESSAIRES (2)**

(2) Merci de joindre tout document utile

1/ Nom et adresse du responsable du traitement

Banque européenne d'investissement (BEI)  
100 Bld Konrad Adenauer  
L – 2950 Luxembourg

2/ Services de l'institution ou de l'organe chargés du traitement de données à caractère personnel  
Le service Caisse de Maladie (CM) fait partie de la division « Bien-être au travail et équilibre vie professionnelle/vie privée » au sein de RH. Il est composé de 4 personnes dont 3 personnes à temps plein, 1 personne à  $\frac{3}{4}$ . Chef de division « Bien-être au travail et équilibre vie professionnelle/vie privée » René CHRISTENSEN ; responsable de l'unité : Piera WEBER-DONTERI. Il a été décidé d'instaurer

une sous-traitance partielle de la caisse de maladie. La société choisie pour cette sous-traitance GMC - Garantie Médicale et Chirurgicale- du groupe Henner est une société française enregistrée à la CNIL (Commission Nationale Informatique et Libertés).

3/ Intitulé du traitement

Le but de cette sous-traitance est de laisser aux affiliés le choix entre continuer à soumettre leur frais médicaux à la caisse de maladie au sein de la Banque ou soumettre leur frais médicaux à un prestataire extérieur, les barèmes de remboursement étant identiques dans les deux solutions, mais avec l'avantage d'un remboursement

plus rapide, de l'anonymat, du traitement des données électroniquement.

4/ La ou les finalités du traitement

Les données personnelles communiquées au prestataire seront utilisées exclusivement pour les raisons spécifiques et légitimes mentionnées dans le contrat, ces données seront utilisées légitimement.

5/ Description de la catégorie ou des catégories de personnes concernées

Sont concernés par cette procédure potentiellement les membres du personnel actifs et post-actifs ainsi que les personnes à leur charge affiliées à la CM à titre principal ou à titre complémentaire. Les affiliés auront le choix entre continuer à soumettre leur frais médicaux à la caisse de maladie au sein de la Banque ou soumettre leur frais médicaux à un prestataire extérieur

<p>6/ Description des données ou des catégories de données <i>(en incluant, si nécessaire, les catégories particulières de données (article 10) et/ou l'origine des données)</i></p> <p>Dès qu'un affilié opte pour la sous-traitance, il doit compléter un formulaire avec toutes les données nécessaires au traitement du dossier (N° de personnel, date de naissance, actif ou pensionné, adresse, ayants droits, si affiliation à titre principal ou complémentaire, compte bancaire). L'Administration du personnel BEI se chargera d'informer GMC de toutes nouvelles modifications d'affiliation. Dans certains cas la caisse de maladie BEI devra communiquer à GMC l'historique des dossiers (ex. lunetterie, orthodontie etc.), afin de permettre à GMC de respecter les délais de remboursement des quantités autorisés par le barème de remboursement de la caisse de maladie. L'affilié aura la possibilité, mais une seule fois, de pouvoir réintégrer le système caisse de maladie en interne. Le rôle de la société s'occupant de cette sous-</p> <p>traitance, tout en respectant l'exécution des dispositions légales, réglementaires et administratives en vigueur, comporte la saisie des données, la création des dossiers, le classement et l'archivage des dossiers, les virements bancaires des remboursements, l'établissement d'une prise en charge en cas d'hospitalisation, fournir à la caisse de maladie BEI les statistiques comptables nécessaires.</p>
<p>7/ Informations destinées aux personnes concernées</p> <p>La réglementation concernant les remboursements de la caisse de maladie est exposée dans les Dispositions Administratives, sur Intranet (page Ressources Humaines) et au moyen des notes de service. Pour les affiliés qui optent pour GMC, la réglementation reste la même, ils auront la possibilité de suivre l'évolution de leur dossier et les modalités à suivre sur le site Web de GMC par le biais d'un username et d'un mot de passe personnalisé. Les séances d'informations ont été organisées pour informer les membres du personnel. RH publiera sur intranet une liste des questions/réponses qui reviennent régulièrement.</p>
<p>8/ Procédures garantissant les droits des personnes concernées <i>(droits d'accès, de faire rectifier, de faire verrouiller, de faire effacer, d'opposition)</i></p> <p>Les données sont gardées par GMC qui est enregistrée à la CNIL (Commission Nationale Informatiques et Libertés). Lorsqu'un affilié opte pour la sous-traitance, il doit obligatoirement compléter et signer un formulaire. Ce formulaire comporte, en outre, une clause concernant la protection des données (cf. annexe)</p>
<p>9/ Procédures de traitement automatisées / manuelles</p> <p>L'affilié qui a opté pour la sous-traitance, pourra soumettre les frais à GMC électroniquement et leur faire suivre par la suite les originaux. Dès que le dossier sera traité, GMC fera parvenir à l'affilié un extrait détaillant les remboursements soit électroniquement, soit par courrier, selon le choix de l'affilié.</p>
<p>10/ Support de stockage des données</p> <p>Concernant le stockage des données, les informations ont été fournies par GMC, qui sont annexé. Les applications du traitement reposent sur les logiciels qui sont listés dans la table annexé.</p>
<p>11/ Base légale et licéité du traitement</p> <p>Règlement du personnel ; dispositions administratives ; règlement du régime de pension du personnel, contrat entre BEI et GMC, décision du Comité de Direction</p>
<p>12/ Destinataires ou catégories de destinataires auxquels les données sont susceptibles d'être communiquées</p> <p>Certaines données de la caisse de maladie sont communiquées au médecin-conseil ou médecin dentiste conseil. Sont soumis au médecin- conseil pour avis les dossiers concernant les maladies graves, la perte d'autonomie, les cures, le remboursement de certains médicaments, des dossiers pour avis divers. Sont soumis au médecin dentiste conseil les devis dentaires et orthodontiques. Lorsque pour les dossiers traités GMC l'avis d'un des médecins-conseils est nécessaire, GMC adressera le dossier directement au médecin-conseil sous plis strictement confidentiels, sans transiter par la caisse de maladie</p>

<p>13/ Politique de conservation des données personnelles (ou catégories de données)  GMC devra respecter les mêmes délais de conservation des données que la caisse de maladie (10 ans).</p>
<p>13 a/ Dates limites pour le verouillage et l'effacement des différentes catégories de données  (après requête légitime de la personne concernée)  <i>(Merci d'indiquer les dates limites pour chaque catégorie, si nécessaire)</i>  voir point 13</p>
<p>14/ Finalités historiques, statistiques ou scientifiques  <i>Si vous conservez les données pour des périodes plus longues que celles mentionnées ci-dessus, merci d'indiquer, si nécessaire, ce pourquoi les données doivent être conservées sous une forme permettant l'identification.</i>  non applicable</p>
<p>15/ Transferts de données envisagés à destination de pays tiers ou d'organisations internationales  non applicable</p>
<p>16/ Le traitement présente des risques particuliers qui justifient un contrôle préalable : <i>(Merci de décrire le traitement)</i> :</p> <p>comme prévu à:</p> <p><input type="checkbox"/> Article 27.2.(a)  Les traitements de données relatives à la santé et les traitements de données relatives à des suspicions, infractions, condamnations pénales ou mesures de sûreté,</p> <p><input type="checkbox"/> Article 27.2.(b)  Les traitements destinés à évaluer des aspects de la personnalité des personnes concernées, tels que leur compétence, leur rendement ou leur comportement,</p> <p><input type="checkbox"/> Article 27.2.(c)  Les traitements permettant des interconnexions non prévues en vertu de la législation nationale ou communautaire entre des données traitées pour des finalités différentes,</p> <p><input type="checkbox"/> Article 27.2.(d)  Les traitements visant à exclure des personnes du bénéfice d'un droit, d'une prestation ou d'un contrat,</p> <p><input type="checkbox"/> Autre (concept général de l'article 27.1)</p>
<p>17/ Commentaires</p>

LIEU ET DATE: Luxembourg, 22 mai 2008

DELEGUE A LA PROTECTION DES DONNEES: Jean-Philippe Minnaert

INSTITUTION OU ORGANE COMMUNAUTAIRE: Banque Européenne d'Investissement